

bulletin hebdo

Deux gouvernements?

par Sergio Ferrari



Managua, 26 avril (ANN). Quelques minutes après avoir pris possession du gouvernement, la nouvelle présidente annonçait la décision qui a fait l'événement: Le maintien du général Humberto Ortega à la tête de l'Armée populaire sandiniste. Le FSLN est parvenu en deux mois de négociation à faire valoir sa représentativité et la force institutionnelle qu'il s'est gagnée en dix ans. Même si la présidente Chamorro assume désormais les fonctions de ministre de la défense et si le général Ortega s'est engagé à préparer un programme de réduction de l'armée, son maintien à la tête de l'institution militaire représente une garantie essentielle pour le FSLN.

Le 25 avril, Managua n'a pas vibré. Le calme des dimanches régnait: Pas de mobilisation massive, de rares drapeaux aux couleurs nationales, bien que l'UNO ait appelé à pavoiser. Au lendemain des élections, le 26 février, tout le monde avait été frappé par le réveil endeuillé, sans signe de joie, d'un pays qui apprenait son changement de gouvernement. La fête n'a pas davantage eu lieu le 25 avril. Un tour rapide dans les quartiers populaires de l'ouest de la capitale, ou le vote a été favorable à l'UNO, a surpris les observateurs: Une léthargie de jour férié.

Par petits groupes, les invités sont arrivés au stade où devait avoir lieu la cérémonie de passation des pouvoirs et qui s'est vu rapidement coupé en deux: A gauche, les gradins se sont remplis des partisans du FSLN, à droite de ceux de l'UNO. Une dizaine de présidents latino-américains s'étaient déplacés, dont Cristiani, président du Salvador, copieusement conspué et traité d'assassin du côté sandiniste. Les délégations de plus de 50 pays et organismes internationaux se sont installées sur les tribunes entourant l'ancien et le nouveau gouvernement. Ils ont assisté en témoins muets à l'accueil réservé au vice-président des Etats-Unis, Dan Quayle, qui n'a pas échappé au cri de "Ici, là-bas, le yankee mourra", scandé par une moitié du stade.

UN DERNIER MOT AUX ETATS-UNIS

"Qu'ils cessent de nous dicter nos politiques", s'est écrié D.Ortega qui a clos par un discours énergique son mandat présidentiel. Profitant de la présence des présidents latino-américains, il a rappelé que la revendication nationale des Nicaraguayens était restée isolée face à l'impérialisme. "Nous ne pouvons pas continuer à jouer le rôle d'instru-

ments de guerre et de mort", a-t-il dit, avant de signaler que le Nicaragua attendait les 17 millions de dollars perdus du fait de l'agression. A ce moment de son discours, le président Ortega a dû intervenir pour calmer ses partisans qui exigeaient l'expulsion de la délégation étatsunienne de la cérémonie. "Comment leur demander de s'en aller, s'ils ont été invités? N'est-ce pas une bonne occasion de leur démontrer ce

SOMMAIRE

Deux gouvernements?

La Contra exige encore

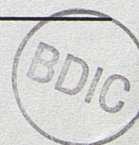
L'UNO va-t-elle rester dans l'opposition?

Qui paiera le plan Mayorga?

Le FSLN passe dans l'opposition

Enfin, ça change

En bref



40 P 1168 1

qu'est notre démocratie? Ici, tout le monde peut s'exprimer". D. Ortega a réaffirmé la décision de son parti de renforcer le pluralisme et d'agir en "opposition constructive".

ON ANNONCE LE PROGRAMME

La présidente Chamorro, invoquant son "instinct de mère", a invité la nation à en finir avec le militarisme et à redevenir une République, avant de faire part des mesures immédiates que prendra le nouveau gouvernement: Arrêt du recrutement pour le service militaire, révision des lois votées ces deux derniers mois et examen des confiscations réalisées par le gouvernement précédent. Elle a ensuite annoncé avec emphase le programme qui sera lancé des le 26 avril: Fin de la guerre et désarmement de la Contra, réduction des forces armées dans un "esprit de réconciliation afin de dépasser le triste héritage" ; récupération économique grâce à la libre-entreprise en "éliminant tous les contrôles qui freinent la production" ; "réduction des inégalités sociales au bénéfice des plus pauvres".

Ainsi s'achève une étape de la première révolution latino-américaine qui cède par les élections un pouvoir conquis par les armes. Le Nicaragua, une fois de plus, rompt avec les recettes et les modèles. Le Sandinisme passe à l'opposition sans disputer un pouvoir dont il assume certains aspects essentiels et en laissant ouvert un processus qui est loin d'être achevé.

D'un côté, un président renversé par les urnes qui abandonne ses fonctions dans le plus grand calme, avec un ton et une attitude de vainqueur, en adressant ses exigences aux Etats-Unis; de l'autre, des vainqueurs en titre soumis en grande partie à la volonté du Sandinisme de maintenir ou non la stabilité: Le scénario post-électoral aura été surréaliste jusqu'au bout.

Comment imaginer les six ans à venir, en voyant ce stade coupé en deux, en écoutant le discours de D. Ortega qui appelle à former une opposition constructive sans baisser les bannières du Sandinisme, celui de Violeta Chamorro qui déverse ses critiques sur un FSLN "totalitaire", en apprenant le maintien à la tête des forces armées d'un commandant de la révolution? La nation ne s'apprête-t-elle pas à vivre sous deux gouvernements ?

ANN est un projet de développement et fournit des informations authentiques sur le Nicaragua

LA CONTRA EXIGE ENCORE

Managua, 29 avril (ANN). Le chef de la Contra Israel Galeano, mieux connu sous le nom de Franklin, continue à affirmer qu'il ne rendra pas les armes même si ses forces pénètrent dans les zones de sécurité prévues pour leur démobilisation. Cette déclaration est confirmée par les faits. Ces derniers jours, de nombreux mercenaires sont rentrés dans les zones démilitarisées et tous sont d'accord: Ils attendent les ordres et gardent leurs armes.

Franklin s'estime trahi par les gouvernements de Violeta Chamorro et des Etats-Unis. Il conditionne le désarmement de ses troupes par le démantèlement de l'armée nicaraguayenne et n'acceptera qu'une "petite police". Il devrait présenter ses propositions au nouveau gouvernement au cours d'une prochaine rencontre. Violeta Chamorro se voit accusée de "partager le pouvoir avec les Sandinistes" et le ministre de la présidence, Antonio Lacayo est, selon Franklin, "plus indésirable qu'Humberto Ortega lui-même".

Dans le pays, l'inquiétude demeure. Les paysans des coopératives sont en train de se laisser désarmer dans les zones démilitarisées, dans le cadre des accords signés par toutes les parties, tandis que la Contra parade en armes dans les villages et sur les routes de ces mêmes zones. Dans certains cas, la pression a obligé les paysans à migrer vers des lieux plus sûrs après avoir rendu leurs armes; c'est le cas dans la région de Las Colinas où est basé Franklin (à 130 kilomètres au nord de Managua) et de Mancotal, dans la région I (Jinotega).

Face à cette situation, les forces de l'ONU ont précisé les limites de leur rôle: "Notre mission consiste seulement à être là, rien de plus", déclare Ignacio Balbin, colonel de l'armée espagnole, tandis que le commandant irlandais Kenneth Kelly explique que la fonction des "casques bleus" de l'ONU est de recevoir les armes rendues, sans plus. "Nous ne sommes pas là pour faire valoir les accords ou pour séparer les forces", a-t-il précisé.

Malgré ces problèmes, le général Humberto Ortega se montre optimiste. Il a déclaré au quotidien espagnol *El Pais* que "la Contra est dans une situation difficile sur le plan politique, diplomatique, international et militaire", maintenant qu'elle a perdu l'appui du gouvernement hondurien et d'une partie de sa base dans le pays. Selon le chef des forces armées, les mercenaires n'ont aucune issue et s'ils veulent poursuivre leur guerre, ils seront exterminés.

S'il est vrai que le gouvernement hondurien s'est engagé à ne plus abriter les troupes contras, le maintien du général Ortega à son poste a provoqué des réactions négatives de l'autre côté de la frontière et le chef des forces armées du Honduras vient de déclarer que si les contras reviennent au Honduras désarmés, ils y seront reçus

"pour raisons humanitaires".

La démobilisation des mercenaires reste un point crucial pour la stabilité politique du Nicaragua. Toutes les forces sociales sont entrées en action ces derniers jours pour exercer une pression sur la présidente afin qu'elle ne cède pas aux exigences de la Contra et accélère le processus de paix.

L'UNO VA-T-ELLE RESTER DANS L'OPPOSITION?

par Maribel Ferreti

Managua, 28 avril (ANN). L'élection du président de l'Assemblée nationale a élargi la brèche ouverte dès le début de la campagne électorale au sein de l'*Union nationale d'opposition*, au point que certains observateurs estiment que l'irréparable a eu lieu.

La première session de l'Assemblée, qui a eu lieu le 24 avril, a offert un spectacle déroutant: Sifflements, insultes, vociférations échangés non pas entre les Sandinistes et la droite mais bel et bien entre les deux clans maintenant bien tranchés au sein de l'UNO.

On connaissait déjà la division entre les conseillers personnels de Violeta Chamorro et le conseil politique de la coalition qui a soutenu sa candidature. D'un côté, un groupe de néo-libéraux partisans de la manière douce; ses deux leaders sont Alfredo César, dirigeant du Parti social-démocrate (appartenant à l'UNO) qui pour l'instant semble se réserver, à moins qu'il ne soit déjà en échec, et le nouveau ministre de la présidence, Antonio Lacayo, qui, comme Violeta Chamorro n'est membre d'aucune formation mais se révèle l'homme qui monte (les mauvaises langues l'appellent d'ailleurs le président). De l'autre, le conseil politique, mené tambour battant par le vice-président Virgilio Godoy lui-même, qui manifeste des positions extrémistes et soutient les exigences de la Contra.

Mais la première session de l'Assemblée a mis à nu la fracture qui passe aussi au sein du conseil politique. Tout a commencé le dimanche 22 avril quand la coalition a réuni ses députés pour choisir une candidature unique à la présidence de l'Assemblée. Ce mécanisme d'engagement préliminaire était rendu nécessaire par le fait que neuf personnes (dont A. César) étaient sur les rangs. Après des heures de débat et de manoeuvres, c'est finalement Miriam Argüello qui a gagné cette primaire; Virgilio Godoy, pour sceller cette cohésion durement gagnée, avait aussitôt fait signer à tous les députés un document par lequel ils s'engageaient à ne pas présenter ou soutenir une autre candidature le jour du vote définitif au sein de l'Assemblée.

Le lendemain, le quotidien *La Prensa*, appartenant à

Doña Violeta, publiait une lettre ouverte signée de deux députés de l'UNO qui dénonçaient la façon dont Virgilio Godoy leur avait imposé le choix de Miriam Argüello (Alliance populaire conservatrice). Le vice-président, selon eux, avait affirmé qu'il serait président dans moins d'un an et qu'il leur ferait alors payer leur trahison s'ils ne votaient pas lors de cette primaire pour M. Argüello.

Cette lettre a relancé immédiatement la querelle. La première séance du parlement a montré, par la violence qui l'a caractérisée, à quel point les deux clans sont ennemis. Après que le FSLN ait lancé la candidature de Sergio Ramírez et obtenu le vote secret, la droite, qui se présentait divisée, a vu la possibilité d'une victoire des Sandinistes. Finalement, un accord est intervenu entre les députés acquis à A. César et le groupe sandiniste qui a réussi à imposer un bureau reflétant les divers courants représentés à l'Assemblée. Si M. Argüello a été élue à la présidence, les partisans d'A. César et le FSLN ont obtenu des vice-présidences et des postes de secrétaire. L'examen des résultats montre que, sur 52 députés de droite, 29 sont acquis à V. Godoy et 23 à A. César. Il est plus que probable que le FSLN à l'avenir saura jouer de cette division.

Mais s'agit-il seulement d'une division? Si l'on en croit les déclarations de V. Godoy, il pourrait s'agir d'une vraie rupture. "Je dirais que l'Union nationale d'opposition va rester d'opposition, car ce gouvernement n'est pas nouveau, il présente seulement une nouvelle façade (...) Les Sandinistes ont toujours le pouvoir, peut-être pas à cent pour cent, mais dans une très grande mesure". Le vice-président, qui agit comme le bras politique de la Contra, n'a en effet pas digéré le maintien d'Humberto Ortega à la tête des forces armées et annonce qu'il va provoquer une guerre civile.

Virgilio Godoy, qui avait fait du conseil politique un groupe obéissant à son leadership, a sans doute senti le vent passer. Il a annoncé une "redéfinition" de la coalition et la prochaine exclusion des six partis dont les députés ont permis l'élection des secrétaires de l'Assemblée, les traîtres "passés au Sandinisme". Il accuse bien évidemment le FSLN d'avoir provoqué la division actuelle.

De leur côté, les Sandinistes affirment qu'ils n'ont pas envie d'un éclatement de l'UNO, qui ne ferait que rendre le pays ingouvernable et instable. De fait, le FSLN n'a pas intérêt à jouer la politique du pire, tant que la Contra n'est pas démobilisée et tant que l'économie n'a pas reçu le coup de fouet d'investissements étrangers. Le chaos ne ferait que favoriser une aventure des Etats-Unis, d'autant qu'on peut imaginer que la victoire électorale de l'opposition n'entraîne pas dans leur plan. Il aurait mieux valu attendre 1996: D'un côté, le FSLN aurait été beaucoup plus impopulaire et plus facile à éliminer définitivement, et par ailleurs Alfredo César aurait eu le temps de créer une coalition solide pour soutenir sa propre candi-

dature. De toute évidence, le FSLN a besoin de calmer le jeu de la violence pour gagner la bataille idéologique qui permettra son retour au pouvoir en 1996. Pour l'instant, sa stratégie a été payante, puisque la transition s'est passée comme il l'entendait, dans le calme et lui préservant des espaces de pouvoir.

Dans le fond, les Sandinistes se heurtent encore à la difficulté qu'ils signalaient quand ils étaient au pouvoir: L'absence d'une opposition au Sandinisme qui enrichisse le jeu démocratique au lieu de se contenter d'être contre, de détruire et de suivre la ligne dictée par la Maison blanche. Cependant, on constate aujourd'hui un progrès, puisque Violeta Chamorro a accepté un protocole de transition qui tient compte de la force réelle des Sandinistes et s'est prononcée pour la démobilisation immédiate de la Contra. Deux éléments qui ne sont certainement pas du goût des "faucons" de Washington.

En attendant, la rupture de l'UNO semble imminente. Signe des temps: La présidente Violeta Chamorro a fait savoir au vice-président Virgilio Godoy qu'il n'y avait pas de place pour lui dans le palais présidentiel...

QUI PAIERA LE PLAN MAYORGA?

Managua, 30 avril (ANN). Les deux premières mesures adoptées par Francisco Mayorga, directeur de la banque centrale ayant rang de ministre et conseiller économique de Violeta Chamorro, ont ravivé l'incertitude des agents économiques et de la population. Tout d'abord, le "sorcier" Mayorga, comme on l'appelle, a procédé à une forte dévaluation du cordoba (voir "En bref"); ensuite, il a renvoyé les directeurs des quatre banques du pays sans en avoir le pouvoir et sans fournir d'explication autre que la nécessité "de voir des têtes nouvelles". Un article économique publié dans Barricada le lundi 30 avril résume les inquiétudes du plus grand nombre.

"Pendant sa campagne électorale, l'UNO n'a jamais clairement expliqué quel serait le plan économique du futur gouvernement. Dans ses déclarations publiques, Francisco Mayorga s'est limité à critiquer aigrement la gestion des Sandinistes et à dessiner à grands traits les objectifs ambitieux d'un programme économique confus.

Tout indique que le *plan Mayorga* n'était pas prêt à l'époque et qu'actuellement il n'y a pas consensus sur les mesures de stabilisation. Tandis que certains fonctionnaires du nouveau gouvernement se sont montrés favorables à la poursuite de la politique d'ajustement menée par les Sandinistes et qui avaient eu des résultats positifs, F. Mayorga prétend imposer une politique irrationnelle qui pourrait avoir un coût social élevé et provoquer l'instabilité à l'inverse de ce qu'il recherche.

S'il est vrai que le *plan Mayorga*, ou *plan des 100 jours*,

cherche à répondre aux attentes créées pendant la campagne électorale, surtout en ce qui concerne le contrôle de l'inflation, l'amélioration des revenus des couches les plus défavorisées, la création d'emplois, l'élargissement du crédit et la diminution des impôts, il serait préférable d'être réaliste et de reconnaître qu'il est impossible de tout obtenir en même temps, plutôt que de continuer à tromper les gens par des promesses irréalisables.

Jusqu'à présent, F. Mayorga semble avoir été davantage préoccupé de son image publique que de la crédibilité de son gouvernement; mais le peuple a appris à juger avec précision les réussites et les erreurs d'une gestion et ne peut croire en des choses de toute évidence impossibles. Or la réalité indique qu'il n'est pas possible de mener un programme de stabilisation à coups de fortes dévaluations sans que quelqu'un en paie les pots cassés.

Le programme de petits ajustements échelonnés appliqué par le gouvernement précédent permettait de limiter l'impact de ces mesures sur le niveau de vie. Faire un faux pas maintenant, quand l'économie traverse une crise si profonde et surtout quand la population dispose pour se défendre d'organisations puissantes, pourrait se solder par un dommage politique irréversible.

La récente dévaluation aura pour conséquence inévitable une hausse du prix du combustible: Des principaux tarifs. La population se demande maintenant ce qui va se passer avec les salaires. De la même façon, si l'économie se "dollarise" par le calcul du financement et des prix au producteur en fonction du dollar, il est logique de penser que les paysans vont également "dollariser" le prix des produits agricoles, ce qui obligera les travailleurs à exiger pour leur salaire une équivalence avec le dollar.

Autrement dit, la "dollarisation" de l'économie ne sera rien d'autre qu'une énorme dévaluation, mais personne ne sait quels secteurs de la population la paieront par une énorme baisse de leurs revenus. Rappelons que F. Mayorga promet de réduire simultanément les impôts et les dépenses de l'Etat.

Tout cela a provoqué une grande inquiétude, en particulier chez les travailleurs car on ne sait pas si, après cette première dévaluation, on assistera à une recomposition des revenus. On se demande également si le gouvernement permettra que la banque centrale prenne les décisions économiques essentielles. Des économistes de toutes tendances ne cachent pas aujourd'hui leur préoccupation en songeant aux conséquences des décisions de F. Mayorga s'il réussit à les imposer. Ils critiquent aussi l'annonce, qu'ils jugent irresponsable, d'un changement de monnaie pour juillet, estimant qu'elle a fortement augmenté la demande de dollars et de biens, accélérant dramatiquement l'inflation.

Quelqu'un qui commence à assumer ses fonctions en

renvoyant des directeurs de banque connus pour leur efficacité peut-il prétendre diriger efficacement l'économie? Est-il capable de rétablir la confiance et de favoriser une concertation indispensable pour augmenter la production? Et surtout: Qui paiera le coût social de son plan ambitieux?

LE FSLN PASSE DANS L'OPPOSITION

Un entretien avec Bayardo Arce, repris de *Barricada*

Managua, 25 avril (ANN). Aujourd'hui, le parti le plus fort et le plus cohérent de l'histoire du Nicaragua et qui depuis 29 ans se bat pour une patrie libre, juste et souveraine, passe dans l'opposition. Quels sont ses engagements face à la période qui s'ouvre? Comment redéfinit-il sa stratégie et sa doctrine politique? Le commandant Bayardo Arce répond.

Barricada: Le FSLN s'est engagé à former une opposition "constructive". Qu'est-ce que cela signifie? Une opposition "à moitié", totale, ou la collaboration?

B. A.: J'écarte totalement l'idée d'une collaboration. On ne peut pas plus parler d'opposition à moitié ou totale. Elle sera déterminée par l'action du gouvernement. Le Sandinisme est né et a vécu avec un objectif: Le bien-être de notre peuple. Tout ce qui ira dans ce sens recevra l'appui du Sandinisme et tout ce qui ira en sens contraire se heurtera à notre opposition. C'est ce que j'entends par constructive, à la différence de l'opposition destructive telle que celle que nous avons affrontée, pour laquelle tout ce qui venait de nous était mauvais.

Barricada: Ne croyez-vous pas que le FSLN hors du gouvernement va connaître une démobilisation dans ses rangs?

B. A.: La cohésion maintenue par le FSLN n'est pas due au fait qu'il était au pouvoir. Il n'était pas au pouvoir quand il est né, mais dans la montagne et dans des conditions défavorables. Là, nous avons développé un mouvement et accumulé des forces qui nous ont permis de prendre le pouvoir avec le peuple. Ceci dit, je ne serais pas étonné que se produise dans le futur le phénomène dont vous parlez, mais de la manière que nous connaissons déjà: Par exemple, entre 1985 et 1988, il y a eu en moyenne 2000 entrées dans les rangs du Parti contre 2000 sorties. Nous ne nous sommes pas développés en termes quantitatifs mais en termes qualitatifs. Ceux qui sont restés avec nous dans les moments les plus durs, au plus fort de la guerre, des difficultés économiques, quand le sacrifice exigé était grand, ce sont les gens qui ont fait la preuve de la plus grande consistance. C'est cela, la force du Sandinisme.

Barricada: Comment le Front va-t-il maintenir sa cohé-

sion, comment va-t-il garantir son développement et sa nouvelle dynamique en tant que parti?

B. A.: Nous devons redéfinir notre projet politique, préparer un grand débat sur ce qu'est notre objectif révolutionnaire dans le Nicaragua d'aujourd'hui. Pour cela, nous nous appuyerons sur notre expérience de dix ans de gouvernement, sur celle des pays socialistes et des pays qui ont vécu des luttes de libération nationale. Nous examinerons également les processus de démocratisation en Amérique latine, qui se heurtent aux problèmes de la dette et de l'étranglement économique. Nous élaborerons un projet au niveau de la Direction nationale et des cadres et nous passerons ensuite à un vaste débat avec notre base. Nous définirons également les formes d'organisation qu'impose la nouvelle situation.

Barricada: L'adhésion à l'Internationale socialiste est-elle déjà décidée?

B. A.: Non, certains se sont déjà prononcés sur ce thème et il est sain que les opinions s'expriment, mais l'élaboration et l'approbation de notre nouveau projet politique doit faire l'objet d'un débat interne à la base de notre cohésion future. Je considère personnellement que les revers subis par le socialisme du fait de ses problèmes structurels en Europe de l'est et notre propre expérience ne signifient nullement que les perspectives de la lutte anti-impérialiste et du socialisme soient terminées. Nous entrons simplement dans une nouvelle étape historique et il nous revient de définir clairement ce que sera le socialisme à l'ère des ordinateurs et de l'interdépendance. Nous ne pouvons pas rester cramponnés, du reste, nous ne l'avons jamais été, à une conception du socialisme qui était celle des théoriciens du siècle passé. Nous devons nous adapter aux nouvelles sociétés, mais toujours dans le cadre du socialisme, en tout cas selon moi.

Barricada: Logiquement, il ne devrait pas convenir aux intérêts politiques des Etats-Unis de désarmer la Contra, aujourd'hui que le Sandinisme est dans l'opposition. Pour la première fois, la base du Front sandiniste a manifesté sa méfiance à l'égard de l'accord sur le désarmement. Beaucoup de gens pensent que le Front a commis une "bêtise politique" en pensant que la Contra respectera l'accord...

B. A.: La politique des Etats-Unis ne répond pas toujours à la logique et souvent l'analyse logique ne correspond pas à la réalité. La politique impérialiste va se poursuivre, mais cela ne doit pas nous dicter de manière déterministe nos lignes politiques et nous amener à conclure que l'impérialisme est tellement puissant qu'il vaut mieux se croiser les bras et se faire hara-kiri. Les Etats-Unis n'ont pas l'habitude de signer des accords avec les petits pays qu'ils sous-estiment et méprisent, comme le Nicaragua et les autres pays d'Amérique centrale. Parfois, ils ne signent même pas avec les puissances. Ils adoptent des politiques déterminées par la nécessité géopolitique, que cela plaise ou non aux autres. Que disent-

ils aujourd'hui au sujet des contras? Bush et Aronson disent qu'ils sont pour la démobilisation et le désarmement. Ils attribuent une partie de l'aide au nouveau gouvernement pour les contras démobilisés. Les fonds votés par le Congrès sont conditionnés par le désarmement. On peut donc espérer qu'ils respecteront cette voie. S'ils ne le font pas, nous devons répondre. Mais à partir de l'accord signé par les pays centraméricains, de l'accord signé avec la Contra, à partir de la position du Congrès étatsunien et des déclarations de dirigeants, nous devons aller dans le sens souhaité par tous les Nicaraguayens sans distinction, celle de la paix.

Barricada: Comment va s'articuler la lutte parlementaire et la lutte de masse?

B. A.: Si un bloc totalitaire fonctionne, ainsi que l'a programmé Virgilio Godoy, notre unique voie sera d'allier la lutte parlementaire avec la force politique des masses, sinon, à 39 contre 51, nous ne pourrions pas défendre les conquêtes révolutionnaires. Ils ont critiqué la "majorité écrasante" du FSLN dans l'Assemblée précédente, mais pour l'élection de leur représentant, Virgilio Godoy a réuni les 51 députés de l'UNO et les a obligés à signer un document les engageant à voter pour Miriam Argüello. Est-ce cela la démocratie qu'ils proposent: Attirer 30% des votes par pression et permettre qu'une fraction de l'UNO règne en dictateur sur tous les représentants du peuple?

Barricada: Pensez-vous encore que le peuple a voté UNO avec son estomac?

B. A.: Je n'ai jamais dit cela. J'ai dit que c'était un vote d'espoir et de désespoir. Le problème fondamental a été la guerre. Notre offre était de chercher la paix dans la dignité, en maintenant le projet révolutionnaire. Cela supposait la victoire électorale du FSLN suivie d'une période de résistance jusqu'à ce que se démantèle la machine de guerre des Etats-Unis. Une autre option proposait la paix sans tenir compte de la dignité et de la révolution. Des deux côtés, derrière la paix, se profilait l'espoir d'une amélioration économique. Après dix ans de sacage, de douleur, de mort, 41% du peuple tient bon. Cela ne signifie pas que le nouveau gouvernement va détruire la révolution, même si certains le veulent.

Barricada: Comment concevez-vous la réconciliation nationale? Pour les Etats-Unis, cela signifie l'élimination du Sandinisme. Le cardinal Obando a dit pendant dix ans qu'il fallait "abattre le mur de la haine". Lorsque le Front a perdu, il a dit que "le mur de la haine était abattu"...

B. A.: Toutes les phrases et les concepts ont un contenu de classe. Chaque mot, démocratie, réconciliation, paix, peuvent être entendus de différentes façons. Pour moi, la réconciliation nationale est la reconnaissance de fait qu'une quantité de Nicaraguayens ont été entraînés par duperie, par appât du gain, par pression, dans un projet

fratricide, celui de la contre-révolution. D'autres ont été entraînés dans le sabotage de l'effort national avec comme conséquence l'accroissement des problèmes économiques et sociaux hérités du passé. Réconciliation signifie qu'il est temps d'oublier que nous avons dû combattre ces gens sur les terrains militaires, politiques et économiques et de nous mettre tous à la reconstruction. Cela n'élimine pas les différences politiques entre les blocs qui composent la société. Il faut oublier afin de travailler ensemble, de mettre fin à la tuerie et à la destruction du pays, cela au bénéfice du peuple. Je désire la paix afin que le nouveau gouvernement puisse maintenir et améliorer la couverture sanitaire et le niveau d'éducation, afin qu'il puisse pousser plus loin la justice sociale concrétisée par la réforme agraire et par l'attribution de maisons, etc. Mais réconciliation ne signifie pas qu'aujourd'hui la Contra et nous sommes semblables ni que Doña Violeta et nous pensons la même chose, et encore moins Virgilio Godoy et Miriam Argüello. Il y en a qui pensent qu'il vaut mieux que les paysans soient analphabètes. Moi, non. Un des grands apports du Sandinisme pendant ces dix ans a été de jeter les bases d'une stabilité future qui n'existe pratiquement dans aucun pays latino-américain. Aujourd'hui, au Nicaragua, 150 000 familles sont propriétaires de leurs terres, 50 000 de leur maison, les enfants des ouvriers peuvent étudier en URSS, à Cuba, aux Etats-Unis, en France, au Mexique. Une politique de réconciliation doit nécessairement respecter ces droits conquis par le peuple.

Barricada: On dit que les Sandinistes ont saccagé et pillé les biens de l'Etat au cours de ces deux mois de transition. Qu'en est-il?

B. A.: Nos cadres au gouvernement ont remis des comptes limpides au nouveau gouvernement. Lorsque nous avons perdu les élections, nos forces syndicales et le mouvement de masse ont voulu que l'on répartisse toutes les propriétés du peuple entre les travailleurs. Nous avons discuté avec eux et avons expliqué que cela n'était pas pareil de partager telle usine entre les travailleurs et de faire en sorte qu'elle demeure patrimoine du peuple. Il faut défendre ces biens depuis chaque tranchée. Nous devons de plus rappeler au nouveau gouvernement qu'une série de biens ont été acquis par le FSLN en tant que parti et que celui-ci les a offerts aux entreprises de l'Etat, ce qui constitue une base matérielle appréciable. C'est le cas par exemple d'un avion soviétique, le meilleur de notre flotte aérienne, d'émetteurs radios, etc. Tous les investissements en cours, les projets qui commencent à porter leurs fruits, la modernisation de vieilles usines, tout cela a été rendu possible grâce à l'appui apporté au Front en tant que parti. Nous n'avons pas eu pour autant la possibilité de redresser l'économie du pays car nous avons été bloqués, sans financement extérieur. Peut-être l'auront-ils. Nous espérons qu'ils développeront les structures économiques du pays comme ils l'ont promis.

ENFIN, ÇA CHANGE

par Raquel Fernandez

Managua, le 26 avril (ANN). Fidèle à sa promesse, l'Union nationale d'opposition a amené le changement au Nicaragua, du moins en ce qui concerne les vêtements.

Dans ce domaine, elle n'a pas fait attendre ses partisans: L'invitation à la cérémonie de passage des pouvoirs, qui a eu lieu le 25 avril à 10 heures du matin dans le stade de baseball Rigoberto López Pérez, notifiât le port obligatoire du costume.

Les dames distinguées, sympathisantes de l'UNO, se sont sans doute réjouies de cette première occasion, après presque onze ans, de se montrer dans des modèles de Paris, Rome ou Londres. Elles sont venues maquillées comme pour aller à l'Opéra, sous un soleil tropical sans miséricorde pour leur fard et toutes leurs élégances. On a vu réapparaître les talons hauts, qui s'enfonçaient dans la terre du stade, les tailleurs à larges manches, les colliers d'or et de pierreries.

Quant aux messieurs, en costume-cravate par 35 degrés à l'ombre, ils sont restés stoïques, quoiqu'offrant des mines un peu apoplectiques. Dure loi que celle de la mode de Londres ou de New York.

La présidente pour sa part était vêtue de blanc, un petit modèle sans doute un peu cher, mais qui l'avantageait dans son rôle de sainte. De l'argent d'ailleurs jeté par les fenêtres: Les invités du gouvernement sandiniste, indignés par les jets de pierres par lesquels l'autre moitié des tribunes, occupée par l'UNO, avait accueilli Daniel Ortega, ont préparé une pluie de jus de fruit, qui se vendaient dans des poches en plastique, pour la présidente qui est arrivée sur l'estrade quelque peu mouillée, bien qu'elle ait essayé par des contorsions appropriées d'éviter les projectiles. Elle s'est plainte aussitôt à Daniel Ortega en lui montrant devant les caméras de télévision comment on lui avait gâché sa jupe. Mais le leader sandiniste n'avait rien à se reprocher: Par le "maître des cérémonies", il avait demandé aux Sandinistes de ne pas rendre à Violeta Chamorro ce que les invités de l'UNO lui avait fait à lui.

Au milieu de tant d'élégance et de raffinement, il y eut une note discordante. Malheureusement, elle était le fait de Daniel Ortega lui-même. Il est arrivé vêtu d'un vieux blue jean, de la chemise rouge et noire que tout le monde connaît parce que cela fait longtemps qu'il la porte, le tout complété par le foulard rouge et noir autour du cou, comme un quelconque ouvrier. L'écharpe présidentielle qu'il avait ceinte paraissait, sur un tel costume, symbolique de qui avait gouverné pendant dix ans. Même tenue

pour sa compagne Rosario Murillo. Leurs nombreux enfants étaient habillés du costume obligatoire à l'école, chemise blanche et jupe ou pantalon bleu. Les petits-enfants de Violeta Chamorro, par contre, semblaient sortis d'un magazine de mode.

Le soir, une "fête populaire" a eu lieu sur une place qui, comme tout le pays, est en litige. Je veux parler de celle que le gouvernement sortant appelle "de la révolution" et le gouvernement entrant "de la République". Pour la première fois en presque onze ans, aucun de ceux qui dirigent le pays n'a participé à la joie du peuple. C'est qu'il n'y a pas eu de joie. Seulement du rhum et une grande saoulerie, qui a d'ailleurs dégénéré, parce que, pour la première fois dans une activité de ce genre, on a offert de l'alcool.

Au même moment, les nouveaux gouvernants célébraient la victoire de leur côté par une grande réception officielle au Nejapa Country Club. Episode également très symbolique: Le Nejapa Country Club n'est autre que le Centre de Convention César Augusto Silva, dans lequel se déroulait toutes sortes de conférences et où Daniel Ortega avait un jour organisé un "Face au peuple" avec les employées de maison. Ce lieu était un luxueux club privé du temps de Somoza. Il s'appelait alors...Nejapa Country Club.

EN BREF

LA FETE. La fête populaire offerte par Doña Violeta au bon peuple s'est mal terminée. L'alcool coulant à flots sur la place de la révolution, des bagarres ont commencé entre des petits groupes, qui pour finir s'en sont pris au mausolée de Carlos Fonseca, brûlant les drapeaux, et aux portraits de Sandino et du fondateur du FSLN accrochés sur la façade du ministère des finances et enfin à la police, qui n'était pas intervenue jusqu'alors. Les forces de l'ordre ont répliqué et il y a eu plusieurs blessés. Deux détails importants: Des radios liées au conseil politique de l'UNO ont annoncé le lendemain qu'il y avait des morts; par ailleurs le nouveau ministre de l'intérieur, Carlos Hurtado, a publié un communiqué officiel dans lequel il soutient les policiers qui "ont strictement agi selon les lois et les normes du maintien de l'ordre" et appelle la population à respecter la police.

DEJA EN ACTION... les employés de banque qui protestent contre le licenciement illégal des directeurs des quatre banques (encore nationalisées) du pays par Francisco Mayorga, conseiller économique de Violeta Chamorro récemment nommé directeur de la banque centrale. Les travailleurs de l'institut des sports, qui demandent une augmentation salariale. Les travailleurs de la télévision qui protestent contre la censure dont on été victimes plusieurs reportages dès le 26 avril.

MIRACLE ECONOMIQUE. Le cours officiel du dollar est passé de 53 800 à 70 000 cordobas pour un dollar tandis que le cours au change parallèle est passé de 68 730 à 140 000. Cela représente une dévaluation de 30% dans le premier cas et de 116 dans le second et donc une perte considérable du pouvoir d'achat des salaires. Les prix connaissent de leur côté une hausse démesurée. Le directeur de la banque centrale, Fransisco Mayorga, a annoncé que les mois prochains seraient durs mais que le miracle économique espéré pourrait avoir lieu dès juillet-août. En attendant, les syndicats demandent une hausse de 200% des salaires.

SQUATTERS. Ces dernières semaines, les terrains vagues de Managua ont été pris d'assaut: Environ 15 000 familles s'y sont construit une habitation précaire et le mouvement se poursuit. "Violeta Chamorro doit tenir sa promesse de nous donner des maisons et d'améliorer la situation économique", déclarent unanimement les squatters.

ABSENTS AU POSTE. Gilberto Cuadra et Jaime Cuadra, nommés respectivement ministre de la construction et des transports et ministre de l'agriculture ont renoncé à leurs fonctions. Tous deux membres du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP) et connus pour leurs positions extrémistes favorables à la privatisation immédiate, ils ont mal digéré le maintien d'Humberto Ortega à son poste et le profil "modéré" du nouveau cabinet. De leur côté, les instituts nicaraguayens de l'eau et de l'électricité n'ont toujours pas de ministres.

1ER MAI. Les syndicats sandinistes appellent à une mobilisation massive pour le 1er mai. Les consignes: Démobilisation de la Contra et augmentation des salaires. La manifestation sera conduite par la direction nationale du FSLN.

ASSASSINAT. Un militant sandiniste et dirigeant de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) a été assassiné à son domicile, vendredi 27 avril par des individus se réclamant de l'UNO.

JA/FF
8034 Zurich
abonnement-poste
imprimé à taxe réduite

IMPRESSUM L'agence de presse du Nicaragua, *ANN Agencia Nueva Nicaragua*, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel: 00505-2-2'58'12 Télécopie 505-2-2'32'78. Télex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires en allemand et un service journalier en espagnol. Directeur: Roberto García Boza.

Prix annuel pour particuliers: FF 450/CHF 135; pour comités de solidarité: FF 700/CHF 250; pour institutions: FF 1'000/CHF 350. Un paiement semestriel est possible. Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Rédactrice responsable à Zurich: Monika Slamanig. Editeur: ANN Agencia Nueva Nicaragua (Europa) SA, case postale 7671, CH-8023 Zurich. Directeur: Martin Muheim. Tel: 01/382'04'66. Telex: (45) 817'585'158 com ch. Mailbox: GeoMail NET2:ANN-EUROPA

